

**Accord professionnel**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON AFFILIÉS À L'AGIRC  
(Hautes-Alpes)  
(19 juin 2009)**

ACCORD DU 23 FÉVRIER 2016  
RELATIF À L'AMÉLIORATION DE L'ACCORD NATIONAL MODIFIÉ DU 10 JUIN 2008  
SUR UNE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE  
ET LA CRÉATION D'UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1697195M

Entre

FDSEA des Hautes-Alpes

FDCUMA des Hautes-Alpes

D'une part, et

FGA CFDT

FGTA FO

CFTC-Agri

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les exploitations et entreprises de la production agricole des Hautes-Alpes appliquent l'accord national du 10 juin 2008 modifié sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Lors de la réunion de la commission mixte tenue le 23 février 2016 à Gap, les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour rendre obligatoire l'option mensualisation légale proposée dans l'accord national précité, modifié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015.

Le présent accord a pour objet de formaliser cette décision.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application professionnel et territorial*

Le champ d'application professionnel et territorial du présent accord concerne les employeurs et les salariés, y compris les apprentis :

- des exploitations agricoles de cultures et d'élevages de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des activités d'accoupage, d'aquaculture, de conchyliculture ;
- des groupements pastoraux, des groupements d'employeurs agricoles ;
- des établissements de toute nature, dirigés par l'exploitant agricole, en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou des structures d'accueil touristique situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci, notamment d'hébergement et de restauration ;
- des coopératives d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA),

dont le siège social, ainsi que tout établissement autonome, est situé dans le département des Hautes-Alpes.

## **Article 2**

### *Option « mensualisation légale et charges sociales patronales » du régime de prévoyance de l'accord national du 10 juin 2008 modifié*

Les organisations syndicales de salariés représentatives et les organisations d'employeurs de la production agricole décident que les entreprises et exploitations agricoles des Hautes-Alpes comprises dans le champ d'application défini à l'article 1<sup>er</sup> appliquent l'option mensualisation légale et charges sociales patronales, à la charge exclusive des employeurs, dans le cadre des garanties couvrant l'incapacité temporaire de travail en prévoyance.

Cette option est une garantie qui couvre les obligations légales de l'employeur, conformément aux articles L. 1226-1 et D. 1226-1 et suivants du code du travail, ainsi que les charges sociales patronales.

Cette décision a pour effet de rendre obligatoire cette option.

## **Article 3**

### *Demande d'extension. – Date d'effet*

Une fois le délai d'opposition expiré et à condition qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire, les parties signataires demandent l'extension du présent accord à toutes les exploitations et entreprises agricoles entrant dans son champ d'application.

Le présent accord prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Gap, le 23 février 2016.

(Suivent les signatures.)